

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Demande déposée le 29 avril 2022 et complétée le 22 juin 2022		AT 091 228 22 10037
Par :	MINISTERE DE LA JUSTICE	
Représentée par :	Madame Morgane MANSET-DEMANCHE	
Domiciliée à :	1 quai de la Corse 75181 PARIS CEDEX 04	
Pour :	Mise aux normes de l'accessibilité du tribunal judiciaire d'Evry-Courcouronnes assorti d'une demande de dérogation	
Dans un immeuble sis à :	9 rue des Mazières 91000 EVRY-COURCOURONNES	

Le Maire,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 161-1, L 122-3, L143-1, R 162-8 à R 162-13, R 164-1 à R 164-5, R122-17 à R 122-21 et R 143-1 à R 143-21,

Vu la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public enregistrée sous le numéro : **AT 091 228 22 10037**, présentée le 29 avril 2022 par le MINISTERE DE LA JUSTICE, représentée par Madame Morgane MANSET-DEMANCHE, et domicilié 1 quai de la Corse - 75181 PARIS CEDEX 04,

Vu le projet, objet de la demande, consistant à mettre aux normes l'accessibilité du tribunal judiciaire d'Evry-Courcouronnes, aec demande de dérogation au titre de l'accessibilité dans un immeuble sis 9 rue des Mazières - 91000 EVRY-COURCOURONNES ,

Vu les pièces complémentaires reçues en date du 22 juin 2022,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 31 mai 2022,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale d'accessibilité en date du 31 août 2022

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-DDT-SCVDS-BBATE- n°324 accordant une dérogation aux règles d'accessibilité concernant l'aménagement du tribunal judiciaire d'Evry-Courcouronnes

ARRETE :

ARTICLE 1 - L'autorisation d'exécuter les travaux d'aménagements susvisés est **ACCORDEE**.

ARTICLE 2 – L'autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

Le pétitionnaire devra respecter les règles de sécurité incendie en vigueur

Avant l'ouverture au public de l'établissement le demandeur devra faire parvenir à la Commission de Sécurité les rapports de vérification par un organisme agréé concernant les installations électriques, les dispositions constructives et de sécurité, ainsi que les procès-verbaux de réaction au feu des matériaux employés.

Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions édictées au procès-verbal de la Sous-commission départementale d'accessibilité susvisé dont une copie est annexée au présent arrêté.

Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions édictées dans l'arrêté préfectoral susvisé dont une copie est annexée au présent arrêté.

ARTICLE 3 - Ampliation de la présente décision est transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours et à la Direction Départementale des Territoires pour information.

Fait à Evry-Courcouronnes, le 22 SEPT 2022

Le Maire

**Conseiller municipal
Délégué à l'Urbanisme réglementaire**

Michel BONNAFOUS



Délais et Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du Maire ou d'un recours hiérarchique formé auprès du Préfet dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été introduit. Ce recours contentieux peut être formulé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » (accessible à partir du site www.telerecours.fr).



Edwige

Groupelement Prévention-RCCI
Affaire suivie par Cne BLUET Edwige/CLE
Tél. : 01 78 05 46 40
Fax : 01 78 05 46 41
Courriel : prevention@sdis91.fr

ÉVRY-COURCOURONNES, le

31 MAI 2022

**CA GRAND PARIS SUD
SERVICE COURRIER**

Arrivé le 03 JUIN 2022

39654

Le Directeur
Chef de Corps

à

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération Grand Paris
Sud Seine Essonne Sénart

**Vu pour demeurer
annexé à l'arrêté
en date de ce jour
22 SEPT 2022**



Objet : Sécurité contre l'incendie. Demande présentée par le Ministère de la Justice.
Mise en accessibilité du tribunal judiciaire d'Évry-Courcouronnes.
Adresse : 9 RUE DES MAZIÈRES 91000 ÉVRY-COURCOURONNES.
V.réf. : Votre lettre reçue le 9 mai 2022.
Autorisation de travaux (AT) N° : 2282210037 déposée le 29 avril 2022.
N.réf. : S22800263-000 / 2270-0220.

Par transmission rappelée en référence, vous avez bien voulu me communiquer, pour avis, un dossier relatif à une demande d'Autorisation de travaux (AT) présentée par le Ministère de la Justice et portant sur la mise en accessibilité du Tribunal Judiciaire d'Évry-Courcouronnes sur un terrain sis 9 RUE DES MAZIÈRES 91000 ÉVRY-COURCOURONNES.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que ce projet n'appelle, en ce qui me concerne, aucune remarque particulière et fait l'objet d'un avis favorable.

Le Chef du Groupelement Prévention

(Signature)
Lieutenant-Colonel Pascal REVERSAT



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires
Service cadre de vie et droit des sols
Bureau bâtiment accessibilité et transition écologique**

Affaire suivie par : Nathalie Lissillour
référente accessibilité

**Vu pour demeurer
annexé à l'arrêté
en date de ce jour
22 SEPT 2022**



**PROCÈS VERBAL
DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITÉ
AU SEIN DE LA
COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ
en date du mercredi 31 août 2022**

VU la loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-2 à L. 122-6 et les articles R. 122-5 à R. 122-21 ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 162-8 à R. 162-13 et R. 164-1 à R. 164-5 ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP et IOP lors de leur construction ou de leur création ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP situés dans un cadre bâti existant et des IOP existantes ;

VU l'arrêté du 9 mai 2007 relatif à l'application de l'article R. 111-19 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2007 relatif à la composition du dossier ;

VU le décret 2006-1089 du 30 août 2006 modifiant le décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-PREF/DCSIPC/SIDPC 32 du 21 mars 2011 relatif à la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-DDT-SCVDS-BBATE 291 du 12 juillet 2021 portant désignation des membres de la sous-commission départementale d'accessibilité ;

Tribunal judiciaire d'Evry/ EVRY-COURCOURONNES/ AT 091 228 22 1 0037

Textes de référence

Arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation ;

DOSSIER N° AT 091 228 22 1 0037

N° urbanisme :

N° de l'Ad'ap de rattachement : AA 075 056 15 0 3198

Commune : EVRY-COURCOURONNES

Demandeur : Ministère de la Justice représenté(e) par Mme Manset Demanche Morganne

Adresse du demandeur : 1 quai de la Corse 75181 Paris 04

Nom établissement : Tribunal judiciaire d'Evry

Adresse des travaux : 9 rue des Mazières 91000 EVRY-COURCOURONNES

Nature des travaux :

Travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité

Mise en conformité du tribunal en fonction des points relevés dans le diagnostic de 2019.

Type : W Administrations, banques, bureaux / Catégorie ERP : 2

Demande de dérogation : oui, 3 point(s) dérogatoire(s)

Point dérogatoire 1 (Disproportion manifeste) : Une pente supérieure à 6% sur plus de 2 m permet de relier le bâtiment des audiences au bâtiment administratif. Les travaux de reprise de la rampe auraient un impact sur la cohérence architecturale (débord sur les issues des portes, altération de la continuité du sol existant, décalage avec l'inclinaison des jardinières existantes). Un agent accompagnera les personnes à mobilité réduite.

Point dérogatoire 2 (Disproportion manifeste) : l'allée centrale de la salle pénale 1 (audiences) est de 7% sur plus de 2 m. La reprise de la rampe demanderait de modifier la structure de la salle qui suit la pente (mobiliier sur mesure). Un agent accompagnera les personnes à mobilité réduite.

Point dérogatoire 3 (Disproportion manifeste) : l'allée centrale de la salle pénale 2 (audiences) est de 7% sur plus de 2 m. La reprise de la rampe demanderait de modifier la structure de la salle qui suit la pente (mobiliier sur mesure). Un agent accompagnera les personnes à mobilité réduite.

ANALYSE DU PROJET

Le projet concerne la mise en conformité totale du tribunal d'Évry, dans le cadre de l'Ad'ap du ministère de la Justice. Parallèlement, un permis de construire (PC 091 228 22 00005) a été déposé

pour une extension du tribunal, en R+3, qui comprendra notamment 2 salles d'audience supplémentaires. Cette extension sera reliée au bâtiment existant par une passerelle.

Dans le cadre de ce permis, la restructuration des accès du tribunal sera entreprise.

Le tribunal existant est constitué de deux bâtiments reliés entre eux par un couloir.

Le bâtiment 1 à simple RDC comporte :

- l'accès du public ;
- la salle des pas-perdus et l'accueil ;
- trois salles d'audience, et 9 salles civiles ;
- des espaces d'attente ;
- les locaux professionnels.

Le bâtiment 2 ou administratif en R+4 comporte :

- l'accueil administratif ;
- le tribunal pour enfants au R+1 ;
- des locaux professionnels.

Les travaux de la présente demande ne concernent que la partie existante et porteront essentiellement sur :

- la mise en conformité des portes ;
- l'accueil du public ;
- la mise en conformité des escaliers ;
- la mise en conformité des sanitaires ;
- la signalétique.

Les salles d'audience 1 et 2, ainsi que le couloir reliant les deux bâtiments présentent des pentes non conformes (de 7 à 8 % sur plus de 2 m).

Il est demandé de pouvoir les conserver en l'état.

Ce point fait l'objet des demandes de dérogation.

CHEMINEMENTS EXTÉRIEURS (article 2)

L'accès au tribunal se fait par le parvis appartenant à la ville. Un dénivelé est présent entre l'espace public et le palier devant les portes d'entrée.

La reprise du cheminement extérieur est prévu dans le cadre du PC.

Les pavés seront rejointoyés et nivelés afin d'aboutir à un seuil zéro.

La zone de stationnement publique rue des Mazières sera rendue piétonne.

STATIONNEMENT (article 3)

Sans objet, stationnement public.

ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT (article 4)

L'accès à l'établissement se fera de plain-pied après le nivellement du parvis.

ACCUEIL (article 5)

Il existe un poste d'accueil par bâtiment. Une tablette aux dimensions conformes sera ajoutée.

S'agissant de mobilier existant, il peut être toléré que la partie surbaissée de l'accueil se trouve en saillie de plus de 15 cm.

Une vigilance particulière devra être apportée afin que ce type de mobilier ne crée pas un obstacle sur le cheminement, notamment pour les personnes aveugles ou mal-voyantes.

Par exemple, des joues latérales pourront être posées.

Des boucles à induction magnétique sont prévues aux accueils et dans les salles d'audience.

CIRCULATIONS INTÉRIEURES HORIZONTALES (article 6)

Les largeurs de circulation sont conformes.

Certaines parties du cheminement présentent des pentes non conformes :

- salles d'audience 1 et 2, pente de 7 % depuis l'entrée de la salle sur la partie des bancs pour le public ;
- couloir de liaison entre les 2 bâtiments, pente de 8 % sur 4m82.

Le cheminement constituant un élément architectural, les travaux de modifications seraient complexes et disproportionnés.

Il est demandé de pouvoir le conserver en l'état. Ce point fait l'objet d'une demande de dérogation.

CIRCULATIONS INTÉRIEURES VERTICALES (article 7)

Les escaliers seront sécurisés.

Un ascenseur dessert les étages.

PORTES (article 10)

Les portes seront conformes (dimensions, contrastes, préhension).

Les espaces de manœuvre de porte dans les salles d'audience 1 et 2, ainsi que dans le couloir de liaison sont insuffisants, du fait de la présence des plans inclinés.

Considérant qu'il a été demandé de conserver les plans inclinés en l'état (demande de dérogation 1 et 2), les espaces devant les portes ne seront pas modifiés.

Ce point fait l'objet d'une nouvelle demande de dérogation.

REVÊTEMENT, ÉCLAIRAGE/ (articles 9 et 14)

Conformes.

ÉQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE (article 11)

Conformes.

SANITAIRES (article 12)

Des blocs sanitaires sont prévus dans chaque bâtiment.

Ils seront conformes à l'article 12.

Les espaces de giration seront à l'intérieur des cabinets d'aisances.

PUBLIC ASSIS (article 16)

Des emplacements pour les personnes en fauteuil roulant seront aménagés dans les salles d'audiences.

INFORMATION ET SIGNALISATION (annexe 3)

Conformes.

DÉROGATION

Conformément à l'article R. 164.3 du code de la construction et de l'habitation, le ministère de la Justice représenté par Mme Manset Demanche Morganne sollicite une dérogation, enregistrée le 3 mai 2022 et complétée le 24 juin 2022 pour l'aménagement du tribunal judiciaire d'Evry situé 9, rue des Mazières 91000 EVRY-COURCOURONNES, portant sur la disproportion manifeste qui pourrait exister entre le coût et l'importance des travaux de mise aux normes des cheminements intérieurs horizontaux et les améliorations en matière d'accessibilité.

Argumentaire du demandeur :

Le tribunal d'Évry a été construit en 1976 et est labellisé « Architecture Contemporaine Remarquable ». Par conséquent, les travaux de mises en conformité respecteront la cohérence architecturale.

Les circulations horizontales dans les salles d'audience 1 et 2, ainsi que dans le couloir de liaison entre les bâtiments d'audience et administratif présentent des pentes non réglementaires :

A) Dans les salles d'audience : pentes à 7 % sur plus de 2 m depuis l'entrée de la salle jusqu'à l'espace central.

Les travaux demanderaient à reprendre l'ensemble du niveau des salles, le mobilier fixe et les radiateurs.

B) Dans le couloir de liaison : pente de 8 % sur 4 m 82.

La reprise de la rampe avec la création d'un espace de manœuvre de porte nécessiterait une reprise du sol et des éléments architecturaux présents :

- jardinières en béton ;
- sol en marbre ;
- recharge de la dalle existante.

Le rallongement de la rampe empiéterait sur l'espace devant les portes d'accès de service (livraisons).

Les espaces de manœuvre de porte en haut des plans inclinés sont insuffisants. Pour les mêmes raisons que dessus, il serait disproportionné de les modifier.

En mesure de substitution il est proposé un accompagnement humain par un agent de sécurité du tribunal qui sera contacté directement depuis l'accueil.

Une information à cet effet sera posée après le poste de contrôle d'accès.

L'ampleur des travaux pour modifier les plans inclinés existants, afin de les rendre conformes mais également pour disposer d'un espace de manœuvre de porte réglementaire en haut de ceux-ci représenterait une disproportion manifeste par rapport aux améliorations apportées en matière d'accessibilité, compte tenu qu'une aide humaine sera proposée.

Analyse de la demande :

Les pentes restent praticables (7 et 8 %) et la mesure de substitution proposée, possibilité d'être accompagné par le personnel, permettra à tous d'accéder à l'ensemble des locaux.

Par ailleurs les personnes handicapées ne se trouveront probablement pas seuls dans les salles d'audience et les portes pourront être manipulées par des tiers.

La construction de l'extension avec deux nouvelles salles d'audience et une liaison entre les bâtiments qui sera conforme permettra de résoudre la problématique du couloir (PC en cours d'instruction).

Les travaux de modification de la structure du cheminement intérieur horizontal semblent effectivement disproportionnés par rapport au gain en accessibilité.

pièces examinées		
	OUI	NON
Engagement	X	
Notice accessibilité	X	
Plans cotés extérieurs et intérieurs	X	
Dérogation	X	

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITÉ
en date du mercredi 31 août 2022

Après examen de l'autorisation de travaux et de la demande de dérogation, les membres de la sous-commission départementale émettent, à l'unanimité des présents, l'avis suivant :

considérant :

- que le projet concerne un établissement existant soumis à des contraintes liées à la structure et à l'environnement du bâtiment pour lequel s'appliquent les dispositions de l'article R. 164-3 du code de la construction et de l'habitation ;
- que les cheminements intérieurs horizontaux sont des éléments architecturaux structurants et que leur modification entraînerait des travaux importants ;
- que les travaux décrits semblent effectivement disproportionnés par rapport au gain en accessibilité, compte tenu que les pentes des plans inclinés restent praticables (7 % et 8%) et qu'une mesure de substitution est proposée en cas de difficulté (accompagnement par un agent de sécurité) qui permettra à tous d'accéder à l'ensemble des locaux ;
- qu'une signalisation est prévue au poste d'accueil pour informer le public de la possibilité d'être accompagné par un agent ;
- que tous les types de handicaps sont pris en compte :

AVIS FAVORABLE à l'aménagement projeté et à la demande de dérogation

Assorti des prescriptions suivantes liés à la demande de dérogation :

- le protocole d'accompagnement proposé en mesure de substitution devra être inscrit dans le registre d'accessibilité ;
- le personnel devra être formé à l'accueil des personnes handicapées.

Le président de la sous-commission départementale d'accessibilité

Sidi BENDIAB

Vu pour demeurer
annexé à l'arrêté
en date de ce jour
22 SEPT 2022



Arrêté préfectoral n° 2022-DDT- SCVDS – BBATE - n° 324 du 01 SEP. 2022
accordant une dérogation aux règles d'accessibilité
concernant l'aménagement du tribunal judiciaire d'Evry
Evry-Courcouronnes

VU la loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU le décret 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret 2006-1089 du 30 août 2006 modifiant le décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU le décret du 20 juillet 2022, portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet hors classe, en qualité de préfet de l'Essonne ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP et IOP lors de leur construction ou de leur création ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP situés dans un cadre bâti existant et des IOP existantes ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2007 relatif à la composition du dossier ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011 – PREF/DCSIPC/SIDPC-32 du 21 mars 2011 relatif à la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-DDT-SCVDS-BBATE 291 du 12 juillet 2021 portant désignation des membres de la sous-commission départementale d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022 – PREF/DCPPAT-BCA-158 du 23 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Philippe ROGIER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de l'Essonne ;

VU l'arrêté préfectoral n°312-2022-DDT-SCVDS-BAJ du 23 août 2022 portant subdélégation de signature ;

VU la demande d'autorisation de travaux n° 091 228 22 1 0037, liée à l'Ad'ap 075 056 15 0 3198, assortie d'une demande de dérogation sollicitée par le ministère de la Justice représenté par Mme Manset Demanche Morganne, enregistrée le 3 mai 2022 et complétée le 24 juin 2022 pour l'aménagement du tribunal judiciaire d'Evry situé 9, rue des Mazières 91000 EVRY-COURCOURONNES, portant sur la disproportion manifeste qui pourrait exister entre le coût et

l'importance des travaux de mise aux normes des cheminements intérieurs horizontaux et les améliorations en matière d'accessibilité ;

VU l'avis favorable à la demande de dérogation émis par la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées réunie le 31 août 2022 ;

CONSIDÉRANT que le projet concerne un établissement existant soumis à des contraintes liées à la structure et à l'environnement du bâtiment pour lequel s'appliquent les dispositions de l'article R. 164-3 du code de la construction et de l'habitation ;

CONSIDÉRANT que les cheminements intérieurs horizontaux sont des éléments architecturaux structurants et que leur modification entraînerait des travaux importants ;

CONSIDÉRANT que les travaux décrits semblent effectivement disproportionnés par rapport au gain en accessibilité, compte tenu que les pentes des plans inclinés restent praticables (7 % et 8%) et qu'une mesure de substitution est proposée en cas de difficulté (accompagnement par un agent de sécurité) qui permettra à tous d'accéder à l'ensemble des locaux ;

CONSIDÉRANT qu'une signalisation est prévue au poste d'accueil pour informer le public de la possibilité d'être accompagné par un agent ;

CONSIDÉRANT que tous les handicaps ont été pris en compte ;

ARRÊTE :

Article premier : La dérogation aux règles d'accessibilité susvisée sollicitée par le ministère de la Justice pour l'aménagement du tribunal judiciaire d'Evry situé 9, rue des Mazières à Evry-Courcouronnes conformément à l'article R. 164-3 du code de la construction et de l'habitation, est **ACCORDÉE**, sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2 ;

Article 2 : la dérogation est assortie des prescriptions suivantes :

- le protocole d'accompagnement proposé en mesure de substitution devra être inscrit dans le registre d'accessibilité ;
- le personnel devra être formé à l'accueil des personnes handicapées ;

Article 3 : Monsieur le directeur départemental des territoires et Monsieur le maire d'Evry-Courcouronnes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Evry-Courcouronnes, le **01 SEP. 2022**
Pour le Directeur et par subdélégation,


J. NOTARIANNI

Julien NOTARIANNI

Adjoint à la cheffe de service cadre de
vie et droits des sols

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification, conformément à l'article R.421-5 du code de la justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr